



© Elio Claude-Adin

# PAS TOUCHE AU CENTRE DE SANTÉ STALINGRAD !

La direction de la CRAMIF a récemment indiqué sa volonté de fermer de nombreux services de soins du centre de santé Stalingrad. Radiologie, ophtalmologie, kinésithérapie, dermatologie, endocrinologie, gastro-entérologie, voici la liste des offres de soins auxquelles les habitant·es du 19<sup>e</sup> pourraient ne plus avoir accès dans les prochains mois pour des raisons purement budgétaires. Un véritable scandale !

**« Ici, c'est le seul endroit où je n'ai pas à avancer d'argent. »**

Pour les usager·es, ce centre constitue une offre de soins variés, accessibles, de proximité, qui ne pratique pas de dépassement d'honoraires et qui accueille près de 30 000 patient·es, pour plus de 100 000 passages par an. Pour rappel : l'Île-de-France est le premier désert médical du pays, et à Paris, seuls 20 % des spécialistes acceptent de consulter sans dépassements d'honoraires et avec une attente de 3 à 6 mois.

**RASSEMBLEMENT  
MARDI 23/01 À 12H  
DEVANT LA CRAMIF  
(17-19 AVENUE DE FLANDRE)**

**RÉUNION PUBLIQUE  
JEUDI 30/01 À 18H30  
À LA MAIRIE  
(5-7 PLACE ARMAND  
CARREL)**

**Notre santé vaut plus que leurs profits !**

Avec Sarah Legrain et nos collègues LFI parisien·nes, nous avons interpellé par courrier le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie sur les besoins humains auxquels répond ce centre de santé. Sa réponse : « redressement », « gestion » et « déficit ». Inacceptable ! La santé est un bien commun, pas une marchandise. Sa protection est un service public, pas un marché.

Signez la pétition, lancée par les personnels soignants, contre la fermeture du centre de santé Cramif de Stalingrad !



Plusieurs actions sont prévues.

Pour plus d'informations sur la mobilisation :  
**contact@deputee-obono.fr - 09 61 68 60 35**

*Danièle*   
**OBONO**  
**DÉPUTÉE DE PARIS**



# Soigner le système de santé pour notre bien commun

- **Reconstruire le service public hospitalier et instaurer le « 100 % Sécu »**  
en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits et en intégrant les mutuelles dans la Sécurité sociale
- **Créer des réseaux de centres de santé pluridisciplinaires**  
en lien avec les hôpitaux publics pour combler les déserts médicaux
- **Actionner tous les leviers pour combattre les déserts médicaux :**  
recrutement de médecins publics, augmentation des moyens des facultés de médecine pour permettre une véritable suppression du numerus clausus, mobilisation de la médecine libérale et hospitalière, coopératives médicales, etc.
- **Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social :** revaloriser les métiers et les revenus et augmenter les capacités d'accueil des établissements de santé publics, notamment les hôpitaux
- **Supprimer la tarification à l'acte, revenir à la dotation globale de fonctionnement ainsi que sur les suppressions de lits et de personnels**

